

CONSTRUCTION D'UNE CITE ADMINISTRATIVE SUR L'ILE DE FUTUNA

NOTICE SECURITE INCENDIE PHASE DCE



SOMMAIRE

1. DESCRIPTION DE LA MISSION	3
2. NOTE DE PRESENTATION.....	3
3. REGLEMENTATION APPLICABLE	4
4. CLASSEMENT DU BATIMENT	4
5. DISPOSITIONS APPLICABLES – ERP DE 5^{EME} CATEGORIE.....	5
5.1. DISPOSITIONS GENERALES (Articles PE 1 à PE 4)	5
5.2. REGLES TECHNIQUES (Articles PE 5 à PE 27).....	6
5.2.1. CONSTRUCTIONS – DEGAGEMENTS – GAINES (Articles PE 5 à PE 12)	6
5.2.2. AMENAGEMENTS INTERIEURS (Article PE 13)	8
5.2.3. DESENFUMAGE (Article PE 14)	8
5.2.4. INSTALLATIONS D'APPAREILS DE CUISSON DESTINES A LA RESTAURATION (Articles PE 15 à PE19)	8
5.2.5. CHAUFFAGE, VENTILATION (Articles PE 20 à PE23)	9
5.2.6. INSTALLATIONS ELECTRIQUES (Article PE 24)	10
5.2.7. ASCENSEURS, ESCALIERS MECANIQUES, TROTTOIRS ROULANTS (Article PE 25)	10
5.2.8. MOYENS DE SECOURS (Articles PE 26 à PE 27).....	10
5.3. REGLES COMPLEMENTAIRES POUR LES ETABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX RESERVES AU SOMMEIL (Articles PE 28 à PE 37).....	12

1. DESCRIPTION DE LA MISSION

Etudes sécurité incendie – Phase APD – concernant le projet de construction d'une cité administrative afin de regrouper les antennes des services territoriaux, la Délégation et l'antenne de l'Assemblée Territoriale, situé sur l'île de FUTUNA.

Les études sécurité incendie consisteront en :

- I – L'étude des travaux à effectuer au regard de la sécurité incendie ;
- II – Le dossier de plans sécurité ;
- III – L'assistance technique en sécurité incendie pendant le déroulement des travaux.

2. NOTE DE PRESENTATION

Description sommaire du projet : Le bâtiment en simple RDC sera réalisé en structure traditionnelle, (voiles, poteaux, poutres et planchers en béton armé). Les toitures seront réalisées en charpente métalliques ou béton avec couverture en acier.

Situation du projet :

Le Projet de la cité administratif de Futuna sera situé sur le plateau de Vilamalia, dans le village de Leava. Le programme de ce dernier décrit un projet de 2000m² de bureaux à prévoir pour le déplacement des services publics situés en majorité sur le site actuelle de la délégation de Leava dont lieu-dit est « Vasavasa » et qui seront déplacés vers ce nouveau site dit « Apipi » localisé si dessous :





3. REGLEMENTATION APPLICABLE

- Arrêté du 25 juin 80 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 22 juin 1990 modifié, complétant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 21 avril 1983 modifié. Dispositions particulières aux établissements du type W (articles W1 à W16).
- Arrêté du 21 novembre 2002 relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement.
- Arrêté du 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages.
- Cahiers de la prévention concernant l'interprétation de certains points particuliers de la réglementation incendie sur les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et les IGH.
- Instruction technique IT 246.

4. CLASSEMENT DU BATIMENT

Au regard des isolements par rapport aux tiers, et des effectifs maximum susceptibles d'être reçus simultanément dans l'établissement, le classement proposé est :

BATIMENT CITE ADMINISTRATIVE DE FUTUNA CONSTITUERA UN GROUPEMENT D'ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC CLASSE EN 5^{ème} CATEGORIE AVEC ACTIVITE DE TYPE W (ADMINISTRATION)

Le bâtiment respectera l'arrêté du 25 juin 1980 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi que les prescriptions de l'arrêté du 22 juin 1990 modifié (5^{ème} catégorie).



5. DISPOSITIONS APPLICABLES – ERP DE 5^{EME} CATEGORIE

5.1. DISPOSITIONS GENERALES (Articles PE 1 à PE 4)

Article PE 1 : Objet – Textes applicables

Pour mémoire : Les articles ci-dessous complètent les dispositions du livre I du règlement de sécurité.

Ces articles fixent les prescriptions applicables aux établissements recevant du public classés en 2^{ème} groupe.

Article PE 2 : Etablissements assujettis

Les effectifs étant inférieurs aux seuils d'assujettissement des établissements du premier groupe, le groupement d'établissements sera classé en 5^{ème} catégorie en tenant compte des conditions d'isolement précisées ci-après.

L'établissement sera assujetti aux dispositions des articles PE 1 à PE 27 de l'arrêté du 22 juin 1990.

Pour la détermination de la catégorie, il n'est pas tenu compte de l'effectif du personnel, même si ce dernier ne dispose pas de dégagements indépendants, cependant il entre en ligne de compte pour la détermination des mesures de sécurité telles que le nombre et la largeur des dégagements.

Article PE 3 : Calcul de l'effectif

En application de l'article Art. W2 : L'effectif maximal du public admis sera déterminé suivant la déclaration du maître d'ouvrage ou, à défaut, suivant la densité d'occupation suivante :

- avec aménagements non prévus → 1 personne pour 100 m²
- avec aménagements prévus → 1 personne pour 10 m²

EFFETIF TOTAL CITE ADMINISTRATIVE :

BATIMENT	Désignation et Surface	Mode de calcul	Public	Personnel	TOTAL
ACCUEIL / ADIE / STATISTIQUES	Bureaux - Surface spécialement aménagée pour recevoir du public = 173 m ²	1 pers. / 10 m ²	17	7	25
	Bureaux - Surface sans aménagement particulier pour recevoir du public = 16 m ²	1 pers. / 100 m ²	1		
ANTENNE AT	Bureaux - Surface spécialement aménagée pour recevoir du public = 52 m ²	1 pers. / 10 m ²	6	10	18
	Bureaux - Surface sans aménagement particulier pour recevoir du public = 130 m ²	1 pers. / 100 m ²	2		
DFIP	Bureaux - Surface spécialement aménagée pour recevoir du public = 30 m ²	1 pers. / 10 m ²	3	2	6
	Bureaux - Surface sans aménagement particulier pour recevoir du public = 8 m ²	1 pers. / 100 m ²	1		
DELEGATION	Bureaux - Surface spécialement aménagée pour recevoir du public = 32 m ²	1 pers. / 10 m ²	4	17	23
	Bureaux - Surface sans aménagement particulier pour recevoir du public = 185 m ²	1 pers. / 100 m ²	2		
CITAS / CPS	Bureaux - Surface spécialement aménagée pour recevoir du public = 36 m ²	1 pers. / 10 m ²	4	6	11
	Bureaux - Surface sans aménagement particulier pour recevoir du public = 36 m ²	1 pers. / 100 m ²	1		
TOTAL			41	42	83

SALLES DE REUNION DES BATIMENTS ANTENNE AT ET DELEGATION :

Les locaux communs à usage de salles de réunion seront utilisés par les personnes déjà présentes sur le site. Leur capacité d'accueil sera de 28 personnes (article L3 § a → nombre de personnes assises sur des sièges ou des places de banc numérotées). Cet effectif n'est pas cumulable.

**Article PE 4 : Vérifications techniques**

Les installations techniques suivantes doivent être vérifiées à la construction et avant l'ouverture par des personnes ou des organismes agréés :

- ☐ Systèmes de détection automatique.
- ☐ Installations de désenfumage
- ☒ **Installations électriques**

En cours d'exploitation, l'exploitant doit procéder ou faire procéder par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement, à savoir :

- ☐ Chauffage
- ☒ **Éclairage**
- ☒ **Installations électriques**
- ☐ Appareils de cuisson
- ☒ **Extraction de l'air vicié**
- ☒ **Ascenseurs**
- ☒ **Moyens de secours**
- ☒ **Système de sécurité incendie (alarme type 4)**

5.2. REGLES TECHNIQUES (Articles PE 5 à PE 27)**5.2.1. CONSTRUCTIONS – DEGAGEMENTS – GAINES (Articles PE 5 à PE 12)****Article PE 5 : Structures, Patios et puits de lumière**

Pas d'exigence particulière (bâtiments en simple RDC).

Article PE 6 : Isolement, Parc de stationnement**Isolement par rapport aux tiers en vis à vis :**

→ *L'établissement doit être isolé des tiers en vis-à-vis par une aire libre supérieure à 4 mètres ou une façade CF 1 H.*

L'isolement par rapport aux tiers en vis-à-vis sera réalisé par éloignement supérieur à 4 mètres.

Isolement par rapport aux tiers superposés :

→ *Les planchers avec les tiers doivent être CF 1 heure.*

Sans objet, absence de tiers superposé.

Isolement par rapport aux tiers contigus :

→ *L'établissement doit être isolé de tous bâtiments ou locaux occupés par des tiers par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure.*

Sans objet, absence de tiers accolé.

Isolement de la couverture par rapport aux façades des tiers :

Si la façade non aveugle d'un bâtiment tiers domine la couverture de l'établissement, cette dernière doit être réalisée en éléments de construction pare-flamme de degré 1/2 heure sur une distance de 2 mètres mesurés horizontalement à partir de cette façade.

Sans objet.

Isolement par rapport à un parc de stationnement couvert de plus de 10 véhicules :

Sans objet, les aires de stationnement sont à l'air libre.

**Article PE 7 : Accès des secours**

L'établissement sera rendu facilement accessible aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

Article PE 8 : Enfouissement

Sans objet.

Article PE 9 : Locaux présentant des risques particuliers

Exigence d'isolement des locaux à risques particuliers :

- Parois CF 1 heure ;
- Bloc-porte CF ½ heure + ferme-porte, réalisé dans le respect de la norme NF P 23-502.

Les locaux de stockage, locaux matériels, local archives mortes, local de stockage sécurisé, le local poubelles, le local stockage central produits ménagés et les locaux techniques sensibles seront isolés dans les conditions suivantes :

- Parois verticales CF 1 h montées toute hauteur sous couverture ou dalle haute.

A défaut de monter les parois toute hauteur, un faux plafond CF 1 heure pourra être mis en œuvre.

Les blocs-portes d'accès à ces locaux seront CF ½ et équipés d'un ferme-porte (portes à âme pleine réalisées conformément à la NF P 23-502).

Article PE 10 : Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures – Installations de gaz combustibles

Sans objet.

Article PE 11 : Dégagements

Les dégagements doivent permettre l'évacuation rapide et sûre de l'établissement ; aucun dépôt de matériel ne doit faire obstacle à la circulation des personnes.

Toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions. Les locaux, les niveaux, et les établissements où le public est admis seront desservis par des dégagements judicieusement répartis et ne comporteront pas de cul-de-sac supérieur à 10 mètres.

Les verrous à aiguille sont interdits.

CITE ADMINISTRATIVE DE FUTUNA					
Bâtiment	Effectifs	EXIGENCE DEGAGEMENTS		DEGAGEMENTS PREVUS	
		Nombre de sorties	Largeur en UP	Nombre de sorties	Largeur en UP
ACCUEIL	25	1 ou 2	2 UP ou 1 UP + 1 dég. ≥ 0.60 m	3	6 UP
ANTENNE AT	18	1	1 UP	2	2 UP
DEFIP	6	1	1 UP	1	1 UP
DELEGATION	23	1 ou 2	2 UP ou 1 UP + 1 dég. ≥ 0.60 m	2	2 UP
CITAS / CPS	11	1	1 UP	1	1 UP

Chacune des 2 salles de réunion (BATIMENTS ANTENNE AT ET DELEGATION) disposera de 2 dégagements de 1 UP chacun → conforme aux exigences réglementaires.

Unités de passage (UP) : 1 UP ≥ 90 cm - 2 UP ≥ 140 cm - 3 UP ≥ 180 cm

**PORTE COULISSANTE AUTOMATIQUE :**

La porte coulissante automatique disposera d'une commande manuelle permettant le déverrouillage de cette dernière (Boîtier Bris de Glace, à fonction intercalée sur la ligne de télécommande, situé à proximité de l'issue). La porte coulissante en façade devra être conforme à l'article CO 48, à savoir qu'en cas d'absence d'alimentation, cette porte doit se retrouver en position ouverte par énergie mécanique intrinsèque.

Article PE 12 : Conduits et gaines

Pas d'exigence pour les conduits en charge d'eau quel que soit leur diamètre, ni pour les conduits d'un diamètre inférieur ou égal à 125 mm.

Les parois des éventuels conduits d'un diamètre > à 125 mm et/ou gaines, traversant les parois d'isolement d'un local à risques particuliers devront être réalisées en matériaux incombustibles et CF 1 H.

A défaut les conduits devront être équipés de colliers CF 1 H à placer au droit de la paroi traversée (côté intérieur du local à risques).

5.2.2. AMENAGEMENTS INTERIEURS (Article PE 13)**Article PE 13 : Comportement au feu des matériaux**

Les exigences de réaction au feu suivantes devront être respectées, à savoir :

- Revêtement de sols : exigence → D_{FL}-s2 ou en catégorie M4 ;
- Revêtement des parois : exigence → C-s3, d0 ou en catégorie M2 ;
- Revêtement des plafonds : exigence → B-s3, d0 ou en catégorie M1.
- Produits d'isolation supérieure à 5 mm (10 mm en sol) → A2-s2, d0 en paroi verticale, en plafond et A2fl-s1 en plancher ou au sol. : Sans objet.
- Gros mobilier : exigence → M3
(Le gros mobilier désigne les éléments lourds, installés à demeure, soit du fait de leur fixation, soit de leur poids. Ces dispositions ne concernent pas le mobilier courant. Ex : Tables, guéridons, lampadaires, canapés, banquettes mobiles, sièges...).

Les éléments mobiliers sont classés par analogie M3 sous réserve d'être constitués :

- de bois massifs non résineux présentant une épaisseur > à 14 mm,
- de bois massif résineux ou de panneau de particules dérivés du bois présentant une épaisseur > à 18 mm.

Les procès-verbaux de réaction au feu des matériaux d'aménagements intérieurs devront être remis au bureau de contrôle.

5.2.3. DESENFUMAGE (Article PE 14)

Sans objet, l'établissement ne présentera pas de locaux de surface supérieure à 300 m².

5.2.4. INSTALLATIONS D'APPAREILS DE CUISSON DESTINES A LA RESTAURATION (Articles PE 15 à PE19)

Sans objet, il ne nous a pas été déclaré d'équipement destiné à la cuisson des aliments dans le cadre du présent projet.

PE 15 : Règles d'installation et dispositions générales → Sans objet.

PE 16 : Grandes cuisines → Sans objet.

PE 17 : Office de remise en température → Sans objet.

PE 18 : Ilots de cuisson installés dans les salles → Sans objet.

PE 19 : Appareils installés dans les locaux accessibles ou non au public → Des équipements électriques tels que four micro-ondes ou machine à café peuvent être mis à disposition du personnel (ces équipements devront présenter une puissance < à 3.5 KW).

**5.2.5. CHAUFFAGE, VENTILATION (Articles PE 20 à PE23)****Article PE 20 : GENERALITES**

Les installations d'appareils à combustion, de ventilation de confort ou de ventilation mécanique contrôlée doivent être réalisées dans les conditions des articles PE21, PE22 et PE23 définies ci-dessous.

Article PE 21 : INSTALLATIONS D'APPAREIL A COMBUSTION → Sans objet.

Article PE 22 : TRAITEMENT D'AIR ET VENTILATION

Tous les circuits de distribution et de reprise d'air, à l'exception des joints, doivent être réalisés en matériaux classés M0. Les calorifuges doivent être réalisés en matériaux classés M0 ou M1 ; toutefois, s'ils sont classés M1, ils doivent être placés obligatoirement à l'extérieur des conduits.

La diffusion d'air au travers d'un conduit textile, à l'intérieur d'un local, n'est autorisée que si ce conduit est en matériaux classés M0.

En dérogation, les conduits souples en matériaux classés M1, d'une longueur maximale de 1 mètre, sont admis ponctuellement pour le raccordement des appareils.

Toute matière combustible est interdite à l'intérieur des conduits. Toutefois, cette prescription ne concerne pas les accessoires des organes terminaux situés dans une pièce et ne desservant qu'elle. De même, les matériaux classés M1 destinés à la correction acoustique sont admis ponctuellement.

Les conduits aérauliques sont équipés, quelle que soit leur section, de clapets coupe-feu rétablissant le degré coupe-feu des parois d'isolement entre niveaux.

Le fonctionnement des clapets est auto-commandé par un déclencheur thermique à 70° C. Les clapets sont conformes à la norme NF S 61937.

Lorsqu'un système de sécurité incendie de catégorie A ou B est exigé, les clapets placés au droit des parois délimitant les zones de mise en sécurité (compartimentage) sont commandés automatiquement à partir du centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI).

Article PE 23 : INSTALLATION DE VENTILATION MECANIQUE CONTROLEE

Les installations destinées à assurer l'extraction mécanique de l'air vicié des locaux à pollution spécifique (système de ventilation courante ou inversée, simple ou double flux) doivent être conçues de manière à éviter la propagation du feu et des fumées à l'extérieur du local où le feu a pris naissance.

Les systèmes de ventilation mécanique contrôlée (VMC) assurent, sans recyclage, l'extraction mécanique de l'air vicié dans les locaux à pollution spécifique (salles d'eau, w.-c., offices...) avec des bouches à forte perte de charge. L'amenée d'air neuf, naturelle ou mécanique, est réalisée dans les locaux à pollution non spécifique.

Les systèmes dans lesquels les débits d'extraction sont limités à 200 mètres cubes/heure par local sont des systèmes à simple flux.

Les systèmes dans lesquels les débits de soufflage et d'extraction sont limités chacun à cent mètres cubes par heure par local sont des systèmes à double flux.

Les conduits de ventilation sont réalisés en matériaux classés M0.

L'exigence de non-transmission des gaz et des fumées est réputée satisfaite lorsque le système de ventilation respecte une des exigences indiquées dans le tableau ci-dessous :

ETABLISSEMENT dont le plancher bas du dernier niveau accessible au public est :	Exigences relatives aux matériels			
	Conduit collectif vertical	Gaine verticale	Piquage horizontal	Dispositif au droit de la gaine
≤ 8 m	M0	Néant	M0	Non exigible
> 8 m	M0	CF 1/2 h	M0	PF 1/4 h (*)

(*) Ou toute autre possibilité visée à l'article CH 43

	<p align="center">CONSTRUCTION D'UNE CITE ADMINISTRATIVE SUR L'ILE DE FUTUNA</p> <p align="center">Dossier prévention incendie</p>	<p align="center">Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna</p>	<p>Affaire n° 21155 Date : 13/10/2021 PHASE : DCE Indice : 01 Page 10 sur 12</p>
---	--	--	--

5.2.6. INSTALLATIONS ELECTRIQUES (Article PE 24)

Article PE 24 : Eclairage, signalisation

Les installations électriques devront être conformes aux normes suivantes :

- **NFC 15-100** : installations électriques à basse tension
- **NF C 14-100** : installations de branchement

Les câbles ou conducteurs devront être de la catégorie C2.

L'emploi de fiches multiples est interdit. Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.

Eclairage de sécurité : L'éclairage d'évacuation sera assuré par des blocs autonomes d'éclairage de sécurité conformes aux normes de la série NF C 71-800 et admis à la marque NF AEAS.

Un B.A.P.I. sera mis en place pour le local groupe électrogène.

5.2.7. ASCENSEURS, ESCALIERS MECANQUES, TROTTOIRS ROULANTS (Article PE 25)

Sans objet.

5.2.8. MOYENS DE SECOURS (Articles PE 26 à PE 27)

Article PE 26 : Moyens d'extinction

Moyens d'extinction :

L'établissement sera doté d'extincteurs portatifs appropriés aux risques, à raison d'un appareil par 300 m².

- Eau pulvérisée de 6 litres minimum pour les risques courants feux « secs » (bois, papiers, tissus...) ;
- Extincteur à CO₂ – 2 kg pour les feux d'origine électrique (placé à proximité du tableau électrique) ;
- Extincteur à poudre polyvalente ABC 6 kg pour les feux d'hydrocarbures.

Distance à parcourir maximale pour trouver un extincteur 15 mètres.

Tous les extincteurs devront être facilement accessibles, utilisables par le personnel de l'établissement. Les appareils devront être entretenus en bon état de fonctionnement, il est conseillé de contracter auprès du fournisseur un contrat d'entretien.

Défense en eau du site :

L'établissement ne disposera pas de poteau existant ou bouche d'incendie existante à moins de 200 m.

Il est prévu la mise en œuvre d'une citerne souple de capacité de 60 m³.

La capacité a été déterminée sur le modèle des règles de mise en œuvre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) :

4.5.5.5. Les établissements recevant du public (ERP)

Le dimensionnement des besoins en eau est basé sur l'extinction d'un feu limité à la surface maximale non recoupée et non à l'embrasement généralisé du site.

Dans le cas d'une aggravation du risque d'incendie dans la zone par l'implantation d'un ERP, il convient de faire une analyse spécifique des besoins en eau pour cet ERP. En conséquence et dans ce seul cas, la grille de couverture ci-dessous constitue un outil de travail pour le préventionniste.

Principe de calcul :

Pour le risque courant avec un mur coupe-feu 1 heure¹ :

- ▶ De 0 à 300 m² : 30 m³/h pendant 1 heure.
- ▶ De 300 à 500 m² : 60 m³/h pendant 1 heure.
- ▶ De 500 à 1000 m² : 60 m³/h pendant 2 heures.
- ▶ À partir d'une surface > 1 000 m² : ajouter 30 m³/h par tranche ou fraction de 1000 m².



L'ensemble des résultats est présenté dans le tableau suivant :

Risque ¹	ERP classés en risque courant	ERP classés en risque particulier
	N: Restaurants L : Réunions, salles polyvalentes, salles de spectacles (avec ou sans décors et artifices) O et OA : Hôtels P : Dancings, discothèques R : Enseignement X : Sportif couvert U : Sanitaires J : Établissements pour personnes à mobilité réduite V : Culte W : bureaux Y : Musées	M : Magasin S : Bibliothèque, documentation T : Exposition L : Salles de spectacles (avec utilisation de décors)
Surfaces	Besoins en eau (m³/h)	
≤ 300 m²	30	30
≤ 500 m²	60	60
≤ 1000 m²	60	90
≤ 2000 m²	120	180
≤ 3000 m²	180	270
≤ 4000 m²	210	315 arrondi à 330
≤ 5000 m²	240	360
≤ 6000 m²	270	405 arrondi à 420
≤ 7000 m²	300	450
≤ 8000 m²	330	495 arrondi à 510
≤ 9000 m²	360	540
≤ 10 000 m²	390	585 arrondi à 600
≤ 20 000 m²	À traiter au cas par cas	
≤ 30 000 m²		
Les minations sont possibles lorsque les éléments suivants sont présents : <ul style="list-style-type: none">● DAI avec surveillance 24h/24 avec surveillance dans l'établissement : - 10 %● Service de sécurité incendie 24h/24 : - 10 % Le cumul n'est pas possible au-delà de - 20 % de minoration. Tout établissement, quel que soit son type et sa catégorie, équipé d'un dispositif automatique d'extinction donne lieu à une réduction de - 50 % des besoins en eau requis.		
Distance maximale (entre le 1 ^{er} point d'eau et le risque à défendre)	100 ou 200 mètres en fonction de l'analyse du risque	

Lorsqu'il est prescrit jusqu'à 180 m³/h de besoins en eau, le 1^{er} point d'eau devra se situer à moins de 100 ou 200 m du bâtiment à défendre suivant le niveau de risque de la zone d'implantation et les autres points d'eau devront être situés à moins de 400 m de l'ERP. Les distances entre les PEI et le risque à défendre sont mesurées par les voies utilisables par les services de secours.

Au-delà de 180 m³/h prescrit, il convient de positionner le 1^{er} point d'eau à moins de 100 ou 200 m du bâtiment à défendre suivant le niveau de risque de la zone d'implantation. La moitié des besoins en eau devra être située à moins de 400 m par les voies existantes et l'autre moitié à moins de 800 m. Les distances entre les PEI et le risque à défendre sont mesurées par les voies utilisables par les services de secours.

Il conviendra au préventionniste de déterminer la distance comprise entre les points d'eau et le risque le plus aggravant de l'ERP, à partir du local le plus dangereux de l'établissement.

Ainsi, la distance réglementaire retenue sera celle comprise entre l'entrée du bâtiment permettant d'accéder le plus rapidement au local considéré et le point d'eau.

**Article PE 27 : Alarmes, alerte, consignes**

Alarme incendie : L'établissement disposera d'un équipement d'alarme de type 4 avec déclencheurs manuels au droit des issues et diffuseurs sonores répartis dans les différents bâtiments.

L'alarme devra être audible de tous points de l'établissement pendant toute la durée de l'évacuation avec un minimum de 5 minutes.

L'équipement d'alarme incendie sera étendu aux zones de l'établissement non accessibles au public.

L'équipement d'alarme devra être commun à tous les bâtiments du site. Des réservations seront prévues pour raccordement éventuel des futurs bâtiments à construire ultérieurement.

Le signal sonore d'alarme générale ne doit pas être confondu avec d'autres signalisations utilisées dans l'établissement. Il sera maintenu en bon état de fonctionnement.

Un membre du personnel au moins doit être présent lorsque l'établissement est ouvert au public.

Consigne incendie :

Des consignes incendie devront être affichées dans l'établissement.

Elles devront indiquer :

- Le N° d'appel des sapeurs-pompiers
- L'adresse du centre de secours le plus proche
- Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

Un registre de sécurité devra être tenu par l'exploitant et contenir les informations suivantes :

- les consignes générales et particulières, établies en cas d'incendie ;
- les dates des divers contrôles et vérifications ;
- tous travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms des entreprises intervenantes...

Formation du personnel :

Le personnel devra être instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et devra être entraîné à l'utilisation des moyens de secours.

Affichage du plan de sécurité (plan d'INTERVENTION) :

Afin de faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, un plan schématique conforme aux normes correspondantes, sous forme de pancarte indestructible, devra être apposé au niveau RDC à proximité de l'entrée principale de l'établissement.

Ce plan d'intervention devra comporter l'emplacement des locaux techniques, des éventuels stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

5.3. REGLES COMPLEMENTAIRES POUR LES ETABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX RESERVES AU SOMMEIL (Articles PE 28 à PE 37)

Sans objet.